

- le 3° du III et le III de l'article 19 ;
- les articles 21 et 22.

II. – Les règles de publicité et de mise en concurrence des marchés de travaux, fournitures et services compensés au sens du deuxième alinéa de l'article L. 122-15 du code de la voirie routière, ainsi que les règles définies en application de l'article L. 122-20 s'appliquent aux contrats en cours à partir de la date d'entrée en vigueur de ces règles, nonobstant toute clause contraire de la convention de délégation, ou du cahier des charges annexé, conclu avant cette date.

24.

[Externalisation de l'épreuve du code et des permis poids lourds]

I. – Le code de la route est ainsi modifié :

1° À l'article L. 213-2, après l'alinéa 2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La présentation du candidat aux épreuves organisées en vue de l'obtention du permis ne peut donner lieu à l'application d'aucuns frais. Les frais facturés au titre de l'accompagnement du candidat à l'épreuve sont réglementés dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 410-2 du code de commerce.

2° Après le chapitre 3 du titre 1^{er} du livre 2, il est inséré un chapitre IV ainsi rédigé :

« Chapitre IV : Organisation des épreuves sanctionnant la formation à la conduite et à la sécurité routière

« Art. L. 215-1. – Lors qu'elle n'est pas assurée par l'autorité administrative, directement, en recourant à un marché public ou à une délégation de service public, l'organisation des épreuves suivantes peut être assurée par des personnes agréées à cette fin par cette dernière :

« - toute épreuve théorique en vue de l'obtention du permis de conduire,

« - toute épreuve pratique en vue de l'obtention du permis de conduire d'une catégorie de véhicule du groupe lourd.

« Les frais pouvant être perçus par les organisateurs agréés après des candidats sont réglementés dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 410-2 du code de commerce.

« Art. L. 215-2. – L'organisateur d'une épreuve du permis de conduire présente, dans des conditions fixées par voie réglementaire, des garanties de sa capacité à organiser l'épreuve, d'impartialité et d'indépendance l'égard des personnes délivrant ou commercialisant des prestations d'enseignement à la conduite et des professionnels du transport.

« *Art. L. 215-3.* – L’organisation d’une épreuve du permis de conduire répond au programme défini par l’autorité administrative, qui en contrôle l’application.

« *Art. L. 215-4.* – Les épreuves du permis de conduire sont supervisées par un examinateur présentant des garanties de compétence définies par voie réglementaire. Les activités d’examineur et d’enseignant de la conduite sont incompatibles. Nul ne peut exercer l’activité d’examineur s’il a fait l’objet d’une condamnation inscrite au bulletin n°2 de son casier judiciaire.

« *Art. L. 215-5.* – I. – Dans l’hypothèse où l’une des conditions prévues aux articles L. 215-2 à L. 215-4 cessent d’être remplies ou en cas de cessation définitive de l’activité d’organisation d’une épreuve du permis de conduire, il est mis fin à l’agrément mentionné à l’article L. 215-1.

« II. – En cas de violation de l’une des obligations mentionnées aux articles L. 215-2 à L. 215-5 ou de refus de se soumettre au contrôle mentionné à l’article L. 215-3, l’autorité administrative, après avis mis l’intéressé en mesure de présenter ses observations, peut suspendre pour une durée maximale de six mois, l’agrément mentionnée à l’article L. 215-1.

« *Art. L. 215-6.* – Les modalités d’application du présent chapitre sont fixées par décret en Conseil d’État.

3° L’article L. 241-1 est supprimé ;

II. – À l’article L. 141-1 du code de la consommation, au 13° du III, les mots : « deux premiers alinéas » sont remplacés par les mots : « trois premiers alinéas »